

Déclaration N°141/NDH/2024

Déclaration sur la journée mondiale de la liberté de la presse

Le 3 mai 2024 marque le 31^e anniversaire de la proclamation de la Journée mondiale de la liberté de la presse par l'Assemblée générale des Nations unies et commémore l'adoption historique de la déclaration de **Windhoek**¹ qui énonce les principes de liberté de la presse mise en place par des journalistes de presse africaine écrite en 1991. Trois décennies plus tard, le lien historique établi entre la liberté de rechercher, de communiquer et de recevoir des informations et le bien public reste aussi pertinent qu'il l'était au moment de sa signature. Consacrée à la thématique mondiale de « **l'importance du journalisme et de la liberté d'expression dans le contexte de la crise environnementale mondiale actuelle** »², L'UNESCO démontre que les journalistes sont confrontés à d'importants défis concernant la recherche et la divulgation d'information dans un contexte marqué par la prolifération des fake news et l'incertitude de l'intelligence artificielle. La fonction du journaliste est donc au cœur des questions environnementales dans les pays africains en générale et au Cameroun en particulier.

Le gouvernement Camerounais par le ministère de la communication commémore cette Journée mondiale de la liberté de la presse sur le thème : « rôle **des medias face aux enjeux du changement climatique au Cameroun** ». En effet, les changements climatiques désignent les variations à long terme de la température et des modèles météorologiques. Il peut s'agir de variations naturelles, dues par exemple à celles du cycle solaire ou à des éruptions volcaniques massives. *Les changements climatiques* ont des effets négatifs sur la jouissance des *droits de l'homme* car ceux-ci menacent de plus en plus l'exercice de nombreux droits de l'homme, notamment les droits à la vie, à l'eau et à l'assainissement, à l'alimentation, à la santé, au logement, à l'autodétermination, à la culture et au développement.

D'autre part, la baisse en production agricole, la raréfaction des pâturages, le développement des maladies liées à l'eau et aux grandes chaleurs, l'occurrence des situations météorologiques extrêmes telle que la sécheresse et les inondations et même la multiplication des conflits des communautés en quête des biens vitaux³ et ses liens avec les questions de santé publique, de démocratie et de lutte contre la désinformation sur les plates formes numériques entre autres sont devenus des défis majeurs auxquels l'humanité est confrontée. La prise de conscience de tous ces aspects de la crise du changement climatique et ses conséquences sont essentielles pour construire une société camerounaise véritablement démocratique. Il est donc crucial pour les journalistes ainsi que les acteurs de presse qui jouent un rôle primordial dans la diffusion des informations de nous édifier sur des telles phénomènes au quotidien.

Le président de la république dans ce sens a mis en place l'Observatoire National des Changements Climatiques (ONACC) à travers le décret N°2009/410 du 10 décembre 2009 portant création, organisation et fonctionnement de l'Observatoire National des Changements Climatiques. Mais, la cohabitation fonctionnelle entre les acteurs de la presse et l'Observatoire National des Changements

¹ William Horsley, *Plaidoyer pour la liberté : 20^e anniversaire de la Journée mondiale de la liberté de la presse*, Paris, UNESCO, 2014, 100 p

² <https://www.un.org/fr/observances/press-freedom-day>, consulté le 02 mai 2024

³ Dany Franck A. Tiwa, « *Changement climatique et conflits de genre dans l'agriculture paysanne dans l'Ouest Cameroun : cas de Batcham* », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, n° Volume 17 numéro 3, 15 décembre 2017

Climatiques jusqu'ici reste insuffisante pour lutter contre les effets du changement climatique car on note davantage un manque de coopération et une faible vulgarisation des acteurs de la presse sur les questions climatiques.

Cependant, le métier de journaliste fait face à de nombreux défis, tels, la Corruption, trafics d'influences, intimidations, arrestations abusives, qui sont quelques maux qui minent le quotidien de la presse camerounaise. Le financement de l'Etat aux acteurs de la presse écrite est très faible et insuffisant. Et de nombreux journalistes sont confrontés chaque jour à des risques humains où plusieurs en ont perdu la vie comme MARTINEZ ZOGO, Samuel Wazizi et bien d'autres. Les entraves à la liberté de la presse au Cameroun constituent donc un problème très préoccupant. Dans cette logique, les professionnels de médias (presse écrite, télévision, radio et cyber-journalisme) éprouvent souvent des difficultés à rendre compte des problèmes qui minent la société et plus précisément encore les problèmes environnementaux. En effet, certains journalistes ont très souvent une faible connaissance du domaine, ce qui démontre la difficulté à trouver des sujets ou des contenus crédibles. D'autres sont de plus en plus ciblés en raison de la nature de leurs reportages critique, tandis que les risques sur le terrain associés aux reportages persistent.

Ainsi **NOUVEAUX DROITS DE L'HOMME** voudrait à l'occasion de cette journée, interpeller l'Etat sur :

- La prévention et la protection contre les crimes commis à l'encontre des journalistes,
- La garantie des droits à la liberté d'expression, à la liberté de recherche scientifique et à l'accès aux sources clés d'information,
- Une aide financière suffisante pour les acteurs de la presse et de l'information
- Une gouvernance crédible des plateformes numériques, afin de favoriser la transparence des entreprises technologiques, leur responsabilité, la diligence et l'autonomisation des utilisateurs.

La modération et la conservation des contenus numérique en prenant en compte les normes internationales des droits humains. Fait à Yaoundé le 03 2024.

Fait à Yaoundé le 03 2024.

POUR NDH-CAMEROUN



